

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

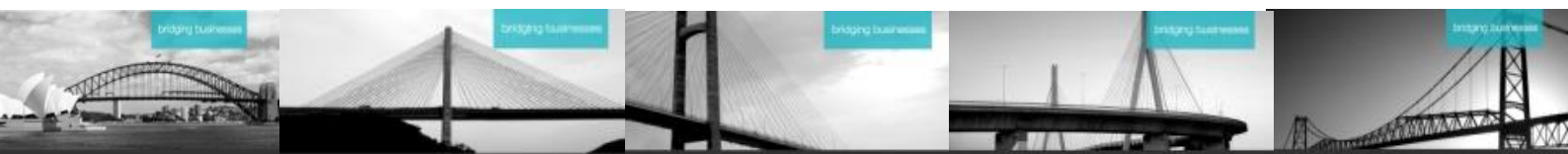
Exercice clos le 31 décembre 2023

## **FNASCE**

### **Fédération Nationale des Associations Sportives et Culturelles et d'Entraide**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

MTES - MCT  
Grande Arche Paroi Sud  
92055 LA DEFENSE CEDEX



## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres de l'association,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FNASCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 29 avril 2024

Le Commissaire aux comptes

JPA



Pascal ROBERT

BILAN SYNTHETIQUE

FNASCE

01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF	Exercice N		N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Fonds propres et réserves		
Immobilitisations incorporelles					Fonds propres		
- Fonds commercial					Réserves :		
- Autres	64 236	16 448	47 789	14 742	- Réserve légale		
Immobilitisations corporelles							
Immobilier	794 216	577 939	216 277	221 655			
Informatique, bureautique, loisirs et vehicule	68 846	68 247	599	548			
Immobilitisations financières					- Réserves réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>927 298</b>	<b>662 634</b>	<b>264 664</b>	<b>236 945</b>	- Autres		
Actif circulant :					Report à nouveau	976 321	870 469
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	12 667	105 852
Marchandises	3 000		3 000		Subventions d'investissement		
Produits à recevoir divers	50 373		50 373	37 292	Provisions réglementées		
					<b>TOTAL I</b>	<b>988 988</b>	<b>976 321</b>
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)	<b>97 000</b>	<b>73 362</b>
Clients et comptes rattachés	24 232		24 232	12 773	Dettes		
Autres					Emprunts et dettes assimilées	55 946	65 841
Valeurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	1 029 588		1 029 588	994 502	Fournisseurs et comptes rattachés (40)	162 127	165 988
Caisse					Dettes sociales et fiscales (42-43-44)	67 797	
<b>TOTAL II</b>	<b>1 107 193</b>		<b>1 107 193</b>	<b>1 044 567</b>	Autres		
Charges constatées d'avance (III)					<b>TOTAL III</b>	<b>285 870</b>	<b>231 829</b>
					Produits constatés d'avance (IV)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>2 034 491</b>	<b>662 634</b>	<b>1 371 857</b>	<b>1 281 512</b>	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>1 371 857</b>	<b>1 281 512</b>

**COMPTES DE RESULTAT**  
du 1er janvier au 31 décembre 2023

	2023	2022	Variation en valeur annuelle
<b>PRODUITS DES ACTIVITES</b>			
Subvention de fonctionnement :	2 772 914	2 390 501	382 413
Autres produits gestion courante	33 400	32 400	1 000
Autres produits	183 093	194 610	- 11 517
Reprise de provisions/Fonds dédiés	235	25 000	- 24 765
<b>Total des produits de fonctionnement</b>	<b>2 989 642</b>	<b>2 642 511</b>	<b>347 131</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Achats	31 341	38 403	- 7 062
Services extérieurs	96 136	94 525	1 611
Autres services extérieurs	2 138 367	1 812 116	326 251
Impôts et taxes	66	240	- 174
Salaires et traitements	24 230	18 964	5 266
Charges sociales		18	- 18
Autres charges	652 163	516 467	135 696
Dotations aux amortissements	29 708	33 393	- 3 685
Dotations aux provisions	25 000	25 000	-
Engagement sur subventions		1 362	- 1 362
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>2 997 011</b>	<b>2 540 488</b>	<b>456 523</b>
<b>1. Résultat de fonctionnement</b>	<b>- 7 369</b>	<b>102 023</b>	<b>- 109 392</b>
Produits financiers	20 036	3 829	16 207
Charges financières			-
<b>Résultat financier</b>	<b>20 036</b>	<b>3 829</b>	<b>16 207</b>
<b>RESULTAT COURANT FONCTIONNEMENT</b>	<b>12 667</b>	<b>105 852</b>	<b>- 93 185</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Autres produits exceptionnels de gestion			-
Produits sur exercice antérieur			-
Quote part subvention investissement			-
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Pénalités et amendes			-
Autres charges exceptionnelles			-
Charges sur exercice antérieur			-
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>3 - Résultat exceptionnel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 009 679</b>	<b>2 646 340</b>	<b>363 339</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2 997 011</b>	<b>2 540 488</b>	<b>456 523</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>12 667</b>	<b>105 852</b>	<b>- 93 185</b>



---

**ANNEXE**

---

**Total du bilan**

**1 371 857**

**Résultat : 12 667 Euros.**

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis  
Le **31/12/2023**

---

**1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES**

---

Les états financiers sont établis en conformité avec:

Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 juin 1999

La loi n°83 353 du 30 avril 1983

Le décret 83 1020 du 29 novembre 1983

Les règlements comptables :

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- avis du Conseil National de la Comptabilité n°20 07-05 du 04 mai 2007

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière, et dans le principe de prudence en regard des règles du PCG avec les adaptations prévues par le règlement CRC 99-01 (dispositions particulières relatives aux associations).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire en fonction

de la durée de vie prévue.

## **FNASCE**

### **2 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**

#### **Autres informations significatives**

##### **Volontariat associatif**

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les plus hauts cadres dirigeants de l'association sont des bénévoles et ne sont pas rémunérés.

##### **Convention de mise à disposition de personnel**

Une convention relative à la mise à disposition de personnels relevant du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du Logement auprès de la Fédération Nationale des Associations de Sport, de Culture et d'Entraide est signée tous les quatre ans.

Le renouvellement de la convention a été signée le 15 mai 2023

Au cours de l'exercice le ministère a mis à la disposition de la Fnasce 34 agents affectés d'une part au siège de la Fnasce et d'autre part dans les ASCE affiliées et participant à la mise en œuvre des missions de la Fnasce.

Les coûts relatifs à la mise à disposition de ce personnel doivent faire l'objet d'un remboursement conformément au décret n°85-986 du 16 septembre 1985. Ainsi pour l'exercice 2023 le montant remboursé au ministère s'élève à 2 024 364,16€.

##### **Bâtiments inscrits à l'actif du bilan**

La Fnasce est propriétaire de 4 appartements inscrits à l'actif du bilan selon le principe comptable des coûts historiques pour 794 216 €. La valeur net comptable après amortissement de ces appartements s'élève à 216 277 €.

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

### **Variation des actifs immobilisés**

#### **Valeurs Brutes**

Immo.incorporelles  
Immo. Corporelles

	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
	15 096	49 140		64 236
	840 032	23 030	0	863 062
<b>Total</b>	<b>855 128</b>	<b>72 170</b>	<b>0</b>	<b>927 298</b>

**Amortissements et provisions**

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la cloture
Immo.incorporelles	15 096	1 351	0	16 448
Immo. Corporelles	617 830	28 356	0	646 186
<b>Total</b>	<b>632 926</b>	<b>29 708</b>	<b>0</b>	<b>662 634</b>

**Provisions**

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la cloture
Provisions pour charges	73 362	25000	1 362	97 000
<b>Total</b>	<b>73 362</b>	<b>25 000</b>	<b>1 362</b>	<b>97 000</b>

**FNASCE****Etat des créances**

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Immo. Financières			
Actif circulant et charges d'avance	24 232	24 232	
<b>Total</b>	<b>24 232</b>	<b>24 232</b>	

**Etat des dettes**

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Fournisseurs	162 127	162 127	
Dettes fiscales et sociales	67 797	67 797	
Autres dettes et produits d'avance	55 946	9 791	46 155
<b>Total</b>	<b>285 870</b>	<b>239 715</b>	<b>46 155</b>

### Tableau de variation des fonds associatifs

Report à nouveau  
Résultat de l'exercice

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
	870 469 105 852	105 852 12 667	105 852	976 321 12 667
<b>Total</b>	<b>976 321</b>	<b>118 519</b>	<b>105 852</b>	<b>988 988</b>